



## NEWSLETTER

### Opérations d'Urgence et de Réhabilitation de la FAO en Afrique de l'Ouest et au Sahel

N° 3— septembre 2011—février 2012



#### Dans ce numéro :

**Sahel 2012 : urgence face à l'insécurité alimentaire** p.2

**Stratégie Sahel : assurer la sécurité alimentaire et les moyens d'existence** p.3

**José Graziano Da Silva: « sortir du cercle vicieux des crises répétées et prolongées »** p.4

**La FAO et les Appels humanitaires dans la région** p.4

**La FAO lance sa Stratégie DRM** p.5

**Togo: renforcer les capacités nationales face aux aléas climatiques et aux catastrophes** p.5

**Tchad : les femmes du Kanem** p.6

**Sénégal: la FAO en première ligne pour les ménages vulnérables** p.6

#### EDITO

Cher lecteur,

Une nouvelle crise alimentaire et nutritionnelle menace plus de 13 millions de personnes à travers le Sahel cette année, en raison des effets combinés de la sécheresse, des prix élevés des céréales, et de la dégradation de l'environnement associée à la pauvreté chronique. Parallèlement, au Mali et dans les pays voisins, les déplacements de populations provoqués par l'insécurité constituent un fardeau supplémentaire pour les communautés affectées.

Cette situation rend plus que jamais nécessaire le renforcement de nos activités de soutien à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région.

Face à la crise qui affecte les pays du Sahel, la FAO met tout en œuvre pour apporter son soutien aux plus vulnérables. Dès la fin de l'année 2011, l'Organisation a intensifié ses efforts en terme de préparation et de coordination à travers la *Stratégie Sahel 2012* et les appels humanitaires lancés dans la sous-région. Aujourd'hui, en mettant en place un programme régional de réponse à la crise et de réhabilitation, la FAO relève avec détermination le défi de la sécurité alimentaire.

Vous trouverez dans ce numéro des articles qui illustrent cette mobilisation, et aussi des nouvelles de nos partenaires et bénéficiaires en provenance du Sénégal, du Togo et du Tchad.

Bonne lecture,

José Luis Fernandez  
Coordonnateur

Bureau Sous-régional des Urgences  
et de la Réhabilitation - Afrique de l'Ouest/Sahel

#### Focus sur...

##### La réponse de la FAO à la crise au Sahel.

Pour sauvegarder les moyens d'existence et assurer la sécurité alimentaire des communautés vulnérables, l'action de la FAO est basée sur les axes prioritaires suivants:

l'appui à l'agriculture, l'appui à l'élevage, l'amélioration de la gestion des ressources naturelles grâce à l'adoption des bonnes pratiques agricoles, le renforcement des capacités et la coordination.

[Lire la suite page 3](#)



## Sahel 2012: urgence face à l'insécurité alimentaire

En 2011, les pluies sporadiques, les récoltes insuffisantes localisées, la hausse des prix des denrées alimentaires et les effets des crises socio-politiques dans la région ont eu un impact sur les populations déjà très vulnérables dans les pays du Sahel.

On estime que plus de 13 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire et que plus d'un million d'enfants sont à risque de malnutrition aiguë sévère. Si la malnutrition et l'insécurité alimentaire devaient encore s'aggraver, le nombre d'enfants dont la vie est en danger ne cesserait d'augmenter.



Les pays concernés par la baisse des productions agropastorales sont le Niger, avec 5,4 millions de personnes affectées (près de 35 pour cent de la population), le Mali, avec 3 millions de personnes affectées (20 pour cent de la population), le Burkina Faso -environ 1,7 millions de personnes (10 pour cent de la population), le Tchad -1,2 millions de personnes (10 pour cent), la Gambie -713 500 personnes (42 pour cent), le Sénégal -850 000\* personnes (6,4 pour cent) et la Mauritanie- 700 000 personnes (22 pour cent).

\* chiffre non validé



En conséquence, une augmentation de la malnutrition supérieure à la moyenne ne peut être exclue dans les prochains mois. Déjà, en situation post récolte (novembre – décembre 2011) au Sénégal, les taux de malnutrition aiguë globale étaient compris entre 5% et 10% dans les régions de Kédougou, Kolda, Louga, Saint Louis et Thiès. Ils s'élèvent au dessus des seuils d'urgence de 10% à Diourbel et à Matam.

Les opportunités de revenu pour les franges les plus pauvres des zones affectées seront également affectées par la chute de la production fourragère, occasionnant une baisse des opportunités d'emploi agricole, de garde d'animaux ou de vente des petits ruminants.



Différents facteurs sont susceptibles d'exacerber la situation :

- la diminution des transferts d'argent, en raison de la crise économique mondiale;
- le retour des migrants en provenance de Libye;
- l'arrivée de réfugiés maliens fuyant l'insécurité dans leur pays d'origine.

Ces mouvements augmentent la pression sur les ressources déjà limitées des communautés, et provoquent des tensions sur l'accès aux services publics, tels que la santé et l'éducation. L'insécurité croissante, en raison de la dissémination des armes libyennes et la propagation du terrorisme, remet en question le développement et les interventions humanitaires. Ces différents facteurs rendent nécessaire une réponse immédiate pour empêcher une nouvelle détérioration de la situation et éviter une crise alimentaire et nutritionnelle à grande échelle.



Face à la crise, la FAO met tout en œuvre pour :

- renforcer la résilience des éleveurs déjà affectés par les aléas climatiques: distributions d'aliment pour le bétail et de services vétérinaires, le déstockage de bétail à prix rémunérateurs, argent contre travail... ;
- aider les ménages agricoles vulnérables à consolider leurs moyens d'existence. Les distributions de semences et d'engrais vont leur permettre de continuer leurs activités même en cas de crise;
- appuyer le renforcement des Systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et de gestion améliorée des ressources naturelles dans la sous-région.

La FAO s'est préparée dès septembre 2011 à répondre à la crise sahélienne qui connaîtra son apogée vers la période juin - août 2012, ce qui correspond à la fin de la période de soudure. A la fin de l'année 2011, en plus de procédures d'appels consolidés (CAP) pour le [Tchad](#) et le [Niger](#), la FAO a participé à la préparation et au lancement, avec les partenaires humanitaires regroupés au sein du Comité permanent inter-organisations (IASC) régional, du document stratégique de **«préparation et de réponse face à la crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel et dans les pays limitrophes»**.

Le document actualisé en février 2012 se concentre sur les besoins et les réponses.



Cependant, les effets négatifs de la crise mettront du temps à se résorber. Pour cette raison, la FAO propose des interventions de relance et de redressement planifiées jusqu'à fin 2013 afin de permettre la mise en œuvre d'activités indispensables pour restaurer les moyens d'existence des ménages vulnérables après une crise d'une grande ampleur et briser le cycle de la vulnérabilité.

Le programme d'urgence et de réhabilitation de la FAO actuellement en cours au Sahel représente 25,4 millions de dollars. Les donateurs qui ont fourni une assistance pour les opérations d'urgence et de

réhabilitation dans la région sont l'Autriche, la Belgique, le Brésil, l'Espagne, les Etats-Unis, la Finlande, le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF), la Suède, la Suisse, l'Union européenne et sa Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile (ECHO).



Un montant additionnel de **73,8 millions est nécessaire pour soutenir 790 000 ménages vulnérables**. Alors que 5,5 millions de dollars ont été mobilisés, 68,3 millions sont encore nécessaires pour soutenir les activités agricoles et pastorales et les moyens d'existence à travers le Sahel.



La FAO continue de suivre attentivement la situation alimentaire, pastorale et nutritionnelle de la sous-région et a participé aux évaluations conjointes (CILSS-FEWS NET -PAM-FAO-Gouvernements) des récoltes et aux missions de suivi des marchés et de la sécurité alimentaire au Burkina Faso, Mali, Niger, Mauritanie, Tchad et Sénégal.

José Graziano da Silva, nouveau Directeur général de la FAO:  
«Sortir du cercle vicieux des crises répétées et prolongées»



*vulnérables avant que leurs membres ne soient contraints de sacrifier leurs biens “.*

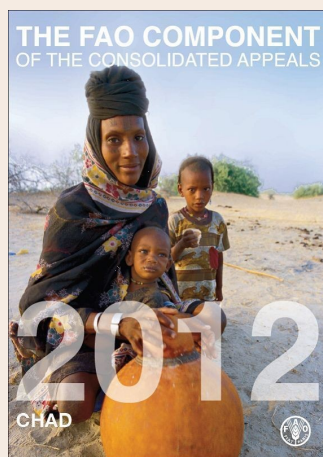
José Graziano da Silva a succédé au Dr Jacques Diouf à la tête de la FAO le 1er janvier 2012. A l'occasion de sa prise de fonction, le nouveau Directeur général a mis l'accent sur la sécurité alimentaire en offrant d'intensifier le soutien de l'Organisation aux pays à faible revenu et à déficit alimentaire, et plus particulièrement à ceux qui sont confrontés à des crises prolongées.

José Graziano da Silva travaille dans les domaines de la sécurité alimentaire, du développement rural et de l'agriculture depuis plus de 30 ans. Il a notamment conçu et dirigé la mise en œuvre du Programme «Faim Zéro» au Brésil, qui connut un franc succès. De 2006 à 2011, il était à la tête du Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Son mandat actuel se prolongera jusqu'au 31 juillet 2015.

Le 15 février 2012, le nouveau Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, s'est exprimé sur le besoin urgent d'une augmentation de l'assistance humanitaire au Sahel, lors de la réunion des directeurs d'agences humanitaires et des chefs des gouvernements donateurs organisée à Rome sur cette crise.

*"Au Sahel, la réponse doit être rapide, intégrée et axée sur la nutrition. Nous proposons des programmes d'urgence qui protègent et restaurent les moyens d'existence des pasteurs, agro-pasteurs et des retournés récents. Si nous voulons prévenir un autre désastre, ces programmes ont besoin d'être financés et mis en œuvre de manière à assurer la protection de toutes les communautés*

## La FAO et les Appels humanitaires 2012 en Afrique de l'Ouest et au Sahel



**La FAO participe aux Appels Humanitaires (CAP) lancés par les Nations Unies pour l'année 2012 au [TCHAD](#), au [NIGER](#), en [CÔTE D'IVOIRE](#), et au [LIBERIA](#).**

**Les projets proposés reflètent la façon dont la FAO se mobilise pour relever les nouveaux défis liés à la sécurité alimentaire dans la sous-région.**

**La FAO fait appel à ses donateurs et partenaires pour satisfaire non seulement les besoins vitaux des communautés vulnérables aujourd'hui, mais aussi pour sauver des vies et restaurer les moyens d'existence pour demain.**



## La FAO lance sa Stratégie de Gestion des risques de catastrophe dans la sous-région

Le Bureau Sous régional des Urgences a organisé le lancement de la **Stratégie de gestion des risques de catastrophe (DRM) de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel** à Dakar le 19 octobre 2011.

Au cours de l'atelier, les efforts déployés par la FAO pour l'atteinte de son Objectif Stratégique d'une « *meilleure préparation et réponse efficace aux menaces et situations d'urgence alimentaires et agricoles* » dans la sous-région ont été présentés. Les échanges avec les partenaires régionaux et nationaux présents (représentants des agences des Nations Unies, ONG, Croix-Rouge, donateurs et autorités sénégalaises) ont permis d'aborder de manière concrète la réalisation d'activités communes en DRM telles que le partage des leçons apprises en matière de DRM et le renforcement de la coordination.

Des ateliers similaires ont été organisés au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée, en Guinée Bissau, au Liberia, au Mali, en Mauritanie, en Sierra Leone et au Togo en décembre 2011. Ces forums ont suscité beaucoup d'intérêt au niveau des participants qui ont apprécié les exemples d'actions concrètes présentés par la FAO en matière de gestion des risques de catastrophe.



[Téléchargez la Stratégie DRM de la FAO en Afrique de l'Ouest et au Sahel](#)

### Au Togo

#### Renforcer les capacités nationales pour mieux faire face aux aléas climatiques et aux catastrophes

Du 26 au 28 octobre 2011, la FAO a organisé au Togo, à Tsévié, un atelier de renforcement des capacités pour la promotion de la résilience et le changement de comportement face aux aléas naturels et aux catastrophes. Destiné aux acteurs de terrain, cet atelier a réuni les représentants des services techniques et déconcentrés des Ministères concernés, des ONG, et des personnels de la FAO au Togo.

La formation a permis aux participants de mieux comprendre les concepts de base liés au DRM et le



cadre institutionnel dans lequel ces activités de gestion des risques s'inscrivent. Les travaux de groupe ont permis de déterminer le rôle précis que chacun des acteurs du secteur agricole peut jouer dans cette démarche, et d'identifier des mesures de réduction des risques inscrites dans la durée.

Ces éclairages avaient pour objectif de faire passer les participants d'une démarche réactive à une démarche proactive en matière de DRM. Des recommandations concrètes en terme de gestion des risques liés aux inondations et à la sécheresse ont été formulées par les participants à l'occasion d'une visite de terrain.

Au Kanem, à l'ouest du Tchad, la malnutrition chronique est plus élevée que dans le reste du pays. Les familles rurales les plus pauvres qui vivent essentiellement de l'agriculture ont un accès limité aux terres irrigables les plus fertiles (dans les «ouaddis») et ne peuvent cultiver les légumes indispensables à leur alimentation. Depuis 2010, la FAO travaille aux côtés des populations vulnérables de la région afin de contribuer à la réduction de la prévalence de la malnutrition.

**Une solution innovante :  
le prêt des terres cultivables et  
l'autonomisation des femmes**

En préalable à un soutien aux activités de maraîchage, de petite irrigation et d'éducation nutritionnelle, la FAO a facilité le rapprochement des propriétaires fonciers et des agriculteurs sans accès aux terres irrigables dans les ouaddis.

Des contrats de prêts pour l'utilisation des terres pendant 5 ans ont ainsi été signés entre prêteurs et groupements d'utilisateurs identifiés parmi les plus pauvres.

La majorité des hommes des familles rurales les plus pauvres ayant migré vers des zones économiquement plus dynamiques pour assurer la survie de leur famille, les femmes sont souvent les principaux soutiens de famille, assumant des tâches particulièrement lourdes, et cultivant majoritairement la terre au bénéfice de leur famille.

Le projet a permis à des groupements de femmes d'accéder à des terres fertiles irrigables et de les exploiter en leur nom propre, alors que dans la région elles peuvent rarement accéder à la propriété. Les femmes possèdent maintenant un espace

cultivable et ont suivi des formations sur les bonnes pratiques agricoles, gage d'un développement durable de l'agriculture. Les activités maraîchères mises en place dans les ouaddis ont permis d'augmenter significativement la production alimentaire destinée à la consommation des ménages. Les femmes exercent ainsi des activités économiques viables tout au long de l'année. L'accès à la culture des ouaddis permet, outre une alimentation diversifiée et équilibrée pour la famille, une rémunération du travail effectué par les femmes plus importante et durable.



**Région de Kédougou au Sénégal**

**La FAO en première ligne pour les ménages vulnérables**

La campagne agricole 2010/11, a été caractérisée par des aléas climatiques qui ont impacté négativement les récoltes dans certaines zones de la région de Kédougou. Face au risque de dégradation des moyens d'existence, la FAO se mobilise pour renforcer la production maraîchère et rizicole des ménages vulnérables, et renforcer les capacités techniques des bénéficiaires.

63 Groupements féminins vulnérables, soit 2232 membres



répartis dans une cinquantaine de villages de la région de Kédougou, bénéficient de l'appui de la FAO en matière de maraîchage. Grâce aux distributions de petit matériel agricole, de semences (oignon, gombo, chou, tomate, diakhatou et piment) et d'engrais, plusieurs groupements récoltent déjà leurs légumes. L'accompagnement technique et les formations organisées par les ONG partenaires permettent de renforcer les capacités techniques des femmes (choix du terrain, confection de pépinières, repiquage etc.), et les initie à l'approche GIPD (Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs), avec l'utilisation des produits «bio» fabriqués par les productrices elles-mêmes.

Ces activités constituent sans nul doute un pas important dans la promotion du maraîchage dans les villages de la région. Au cours de l'hivernage 2012, ce sont 1600 ménages vulnérables qui bénéficieront du soutien de la FAO avec la distribution de semences certifiées de riz et d'engrais. A travers ces différentes activités, la FAO préserve les moyens d'existence et renforce la nutrition et l'accessibilité alimentaire à court terme, tout en visant à bâtir la sécurité alimentaire à plus long terme.

**Bureau Sous-régional des Urgences  
et de la Réhabilitation de la FAO**

**Afrique de l'Ouest/Sahel**

rue Calmette x rue Assane Ndoye  
Dakar, Sénégal

Téléphone : +221 33 889 16 22

Responsable de la publication:  
José Luis Fernandez

Pour plus d'information ou pour contribuer  
à nos prochains bulletins, contactez:  
Sonia.Nguyen@fao.org

**De la prévention  
à une meilleure reconstruction**



Des crises agricoles et alimentaires affectent de manière récurrente les populations d'Afrique de l'Ouest et du Sahel. L'insécurité alimentaire demeure une préoccupation majeure pour la sous-région.

L'objectif de la FAO en matière d'urgence et de réhabilitation est d'apporter une meilleure préparation et une réponse efficace aux menaces et situations d'urgence alimentaires et agricoles.

Face à une situation d'urgence, la FAO offre des conseils techniques et intervient dans la préparation, la prévention et l'atténuation des risques, l'intervention d'urgence et le redressement, et soutient la transition vers le développement, couvrant tous les éléments et les phases de la gestion des risques de catastrophe.

Retrouvez-nous sur le web :

[www.fao.org/emergencies/country-information/list/regional/westafrica-sahelprogramme/en/](http://www.fao.org/emergencies/country-information/list/regional/westafrica-sahelprogramme/en/)

## Remerciements

*La FAO remercie les principaux bailleurs de fonds qui lui permettent d'aider les populations face aux crises dans la sous-région, et notamment :*

*l'Union Européenne, la Belgique, le Fonds Central d'Intervention d'Urgence des Nations-Unies, la Suède, les États-Unis, l'Espagne, la Grande-Bretagne, le PNUD, la Finlande, la Suisse, la France et l'Autriche.*